
REVUE GÉNÉRALE

ÉTUDES SUR LE SOCIALISME CONTEMPORAIN

PAUL JANET, *Les origines du socialisme contemporain*. EMILE DE LAVELEYE, *Le socialisme contemporain*. MASSERON, *Danger et nécessité du socialisme*.

Les trois ouvrages dont nous allons rendre compte envisagent le socialisme contemporain à des points de vue différents. M. Janet remonte savamment à ses origines avant et pendant la Révolution française ; M. de Laveleye s'attache à raconter, avec beaucoup de détails intéressants et un grand charme d'exposition, l'histoire de ses progrès depuis 1830 jusqu'à nos jours ; et M. Masseron traite un peu le même sujet, mais il développe surtout des conclusions pratiques. Où le premier ne voit qu'une fièvre accidentelle et très probablement temporaire de notre civilisation, les deux autres signalent une tendance irrésistible et nécessaire, l'approche d'un déluge. M. de Laveleye, tout en laissant entrevoir çà et là ses thèses cachées sous ses récits, s'abstient de conclure ; M. Masseron, qui croit devoir faire au socialisme sa part, se hasarde à préconiser surtout comme digue ou plutôt comme canal dérivatif du grand courant débordé, la participation des ouvriers aux bénéfices des patrons. Que faut-il penser de ces opinions divergentes ou individuelles ?

I

Avec cette sagacité éminente d'analyse et de raisonnement qui fait de lui une sorte de Stuart Mill sensé, c'est-à-dire français, M. Janet s'attache à montrer et il démontre dans une certaine mesure, que le socialisme actuel n'est pas fils légitime de la Révolution Française. D'où il se hâte de déduire que le socialisme actuel est un pur accident, un trouble passager. De la part d'un logicien aussi pénétrant que circonspect, mais pas toujours peut-être aussi complet qu'exact, ni aussi ouvert que rigoureux, une déduction si précipitée peut surprendre. Fût-il prouvé que la Révolution française n'a eu rien de socialiste, il

ne le serait point qu'une révolution, vraiment sociale et socialiste, celle-là, n'a pas pris naissance. Le propre des révolutions est d'en engendrer d'autres qui les imitent, précisément en ne leur ressemblant pas plus qu'elles n'ont ressemblé au passé. Mais on ne saurait même concéder sans restriction le premier point. J'accorde toutefois au savant professeur que l'abolition des droits féodaux a été loin d'être une atteinte au droit de propriété. Cette mesure, comme il le dit fort bien, « n'a été après tout que le dernier acte d'une révolution qui durait depuis des siècles et qui tendait toujours à faire passer la propriété du seigneur au vassal. Le premier acte avait été l'hérédité des bénéfices consacrée par les traités d'Andelot et de Quercy... Or, le même droit qui avait fait passer les terres de la condition viagère à l'état de propriété héréditaire pouvait évidemment transformer le fief en alleu, et c'est ce qu'a fait la Révolution. » Elle a donc délivré la propriété, surtout celle du paysan; d'autres ont même prétendu qu'elle l'avait créée. M. Janet est de trop bonne foi pour tomber dans cette exagération. « L'opinion vulgaire, observe-t-il, consiste à se représenter tous les citoyens avant 89 comme des serfs qui seraient devenus tout à coup des hommes libres et des propriétaires. Rien de semblable. Si les Français eussent été des serfs en 1789, ils n'auraient pas fait de révolution. Il n'y a pas d'exemple dans le monde de révolutions opérées par des serfs; c'est parce que les paysans étaient devenus propriétaires de fait qu'ils ne pouvaient plus supporter de maîtres. »

Non seulement la Révolution a affranchi la propriété, mais elle l'a multipliée en quelque sorte en la morcelant, par la vente des biens nationaux. J'accorde encore cela. Par malheur, cet affranchissement et ce morcellement qui, opérés d'eux mêmes et avec la lenteur des voies ordinaires, auraient grandement consolidé le principe de la propriété individuelle, l'ont au moins autant ébranlé qu'affermi. On ne donne point impunément l'exemple historique de la confiscation en grand. Un jour ou l'autre, tout est copié en histoire. — Dira-t-on que la rupture des derniers liens féodaux de la terre et de l'homme exigeait nécessairement l'emploi des moyens violents? Mais deux grands exemples, cités par M. Janet, prouvent le contraire. « L'abolition du servage en Russie, dit-il, est le modèle d'une grande révolution sociale accomplie sans désordre; mais il y avait là une autorité solidement établie et unanimement acceptée. De même en France le gouvernement de Louis XIV (si les idées du temps l'eussent permis ou exigé) eût été seul capable de mener à bout une aussi vaste liquidation que celle de la propriété féodale; et, si cette opération a eu lieu en Angleterre de nos jours, c'est encore par la même raison : c'est qu'il y avait de fortes institutions et un régime légal bien établi. » Est-il pourtant si certain qu'à la veille même de 89, la puissance des Bourbons eût dans le sol national des racines moins profondes et moins vigoureuses que celle des monarchies anglaise ou russe à l'époque actuelle? Donc, l'œuvre de libération du territoire (au sens démocratique du mot) pouvait

être, chez nous comme ailleurs, exécutée sans bouleversement; bien mieux, elle se serait à coup sûr accomplie d'elle-même, par la simple continuation du mouvement séculaire qui affranchissait de plus en plus et morcelait le sol. Par suite, on ne saurait mettre au compte de la Révolution, comme son œuvre propre, que l'ébranlement du droit de propriété par la manière violente dont elle l'a répandu et délié, et non la consolidation contraire et simultanée du droit de propriété, effet prolongé du travail des siècles.

Est-ce à dire que le germe du socialisme nous ait été apporté par la Révolution? Non, il était depuis longtemps planté en terre française et européenne. A l'inverse de M. Janet, qui juge la révolution un fait inévitable et le socialisme un fléau accidentel, je suis plutôt porté à penser que la Révolution était un accident plus ou moins facile ou difficile à éviter, et que le socialisme, du moins le socialisme d'État, c'est-à-dire pratique, était une nécessité presque inéluctable. — A notre point de vue, d'ailleurs, cette distinction de l'accidentel et du nécessaire en histoire exprime simplement le plus ou moins d'improbabilité ou de probabilité d'un fait futur, à raison de la masse plus ou moins grande de foi et de désir, de préjugés et de passions, qui pousse à son accomplissement, et, par conséquent, de la quantité plus ou moins grande de forces semblables qu'il faudrait susciter pour l'empêcher de s'accomplir. De l'accidentel au nécessaire on passe à travers mille degrés.

Mais, si la Révolution n'a pas engendré le socialisme, elle a singulièrement aidé sa croissance et conduit à son triomphe par deux grandes voies convergentes. Qu'est-ce en effet que le socialisme? Notre auteur répond très bien : « La conception d'un ordre nouveau (le texte ajoute à tort : et purement chimérique) de distribution des richesses, qui les mettrait à la portée de tous par l'autorité de la loi; » en d'autres termes, la satisfaction donnée au besoin, devenu irrésistible, d'égalité, par l'État devenu tout puissant. Tout ce qui tend, donc, à accroître à la fois le besoin d'égalité des richesses et le pouvoir de l'État mène au socialisme. Or, d'abord en établissant l'égalité des droits, le mouvement révolutionnaire rendait plus insupportable et plus injustifiable l'inégalité des biens, la seule subsistante, et démasquait, développait le besoin d'égalité des biens, provoqué à entrer en lice; puis, en consommant l'œuvre centralisatrice de la royauté, il creusait un abîme plus béant que jamais entre l'omnipotence accrue de l'État et l'annihilation définitive de l'individu nivelé et désagrégé. Par là, pour la première fois, devenait possible la *conception*, jusqu'alors délirante, dont parle M. Janet. Et c'est par ces deux motifs principaux, sans y joindre même les lois de *maximum* ou les mesures de confiscation générale, reproduction grossissante et malheureuse de l'ancien régime, que les socialistes contemporains sont fondés à se dire les héritiers des grands ancêtres. Mais à vrai dire leurs aïeux sont plus anciens : il faut les chercher parmi tous ces inventeurs de nouvelles industries qui

en semant partout de nouveaux goûts de luxe propagés de couche en couche et de ville en village, ont créé le capital, rival du fief, et limité, refoulé la puissance fixe de celui-ci par la puissance grandissante de celui-là; il faut les chercher aussi parmi tous ces grands créateurs de systèmes philosophiques qui, en contredisant les dogmes et en offrant aux adversaires des dogmes un point d'appui relativement solide, minaient le seul obstacle sérieux au déchainement des convoitises alimentées par le progrès de l'industrie; et enfin parmi ces heureux guerriers, ces ministres illustres qui, de Philippe-le-Bel à Louis XIV, ont exécuté les manœuvres militaires ou édicté les mesures législatives les plus propres à rendre effective, compréhensive et pénétrante, la souveraineté nominale du chef de l'État.

Il faut cependant regarder la question par une autre face et reconnaître à la thèse de M. Janet sa part de vérité. Supposons que la Révolution n'ait pas eu lieu. La propriété, avons-nous dit, n'eût pas laissé d'aller s'émiettant, malgré tout, et s'émancipant, mais probablement, comme le prouve l'exemple de l'Angleterre, de l'Espagne, de l'Italie, de l'Allemagne, avec beaucoup trop de lenteur pour donner satisfaction suffisante au besoin généralisé de propriété et surtout d'égalité. Le clergé, la noblesse même, auraient gardé de leurs *latifundia* des lambeaux immenses exposés aux regards de tous. En même temps, grâce à cette lenteur, le droit de propriété, avons-nous dit, se fût trouvé consolidé sans nul affaiblissement compensateur. Mais d'autre part, ni le nivellement démocratique ni la centralisation autoritaire n'auraient cessé de faire des progrès. Un moment serait donc fatalement survenu pour nous, comme il va survenir pour nos voisins d'outre-Manche, où le respect enraciné de la propriété encore inviolée se serait dressé comme un écueil contre l'appétit populaire de richesse égale, partagé par les détenteurs du pouvoir. Croit-on que le respect eût tenu indéfiniment l'appétit et le pouvoir en échec? Non, le choc ajourné n'eût été que plus terrible, et le résultat se devine: une expropriation plus générale peut-être, sinon plus brutale, que toutes les sécularisations et confiscations révolutionnaires. Qui sait si ce n'est pas là le sort qui attend l'aristocratie terrienne de la conservatrice Angleterre? Un de ses plus grands penseurs, et qu'on n'accusera pas de penchant habituel pour les utopies socialistes, semble s'inspirer inconsciemment de l'état social de sa patrie, et entrevoir quelque chose de son avenir, quand, dans un très remarquable chapitre des principes de sociologie sur la propriété (3^e volume), il conjecture les phases futures de la propriété territoriale sous l'action prolongée de l'*industrialisme* moderne. Ce n'est pas sans surprise que j'ai lu sous sa plume les lignes suivantes, très bonnes à méditer, qu'on pourrait croire extraites du livre récent de son compatriote Alfred Russel Wallace sur la nationalisation du sol ou de l'ouvrage de l'américain Georges: « A première vue, il semble qu'on puisse conclure que la propriété à titre absolu du sol par des personnes privées doit être l'état définitif que l'*industrialisme* est destiné à réaliser.

Cependant.... de même que la liberté primitive de l'individu, qui existait avant que la guerre instituât les règles coercitives et l'esclavage individuel, se trouve restaurée à mesure que le militarisme décroît; de même on peut croire que la propriété primitive du sol *par la société*, que le développement des institutions coercitives a fait passer en grande partie ou en totalité à l'état de propriété privée, se rétablira avec un nouveau développement de l'industrialisme... Peut-être arrivera-t-il que le droit de la société sur la terre sera reconnu ouvertement et mis en pratique après paiement intégral de la valeur artificiellement ajoutée au sol. » *Peut-être* n'est pas l'expression favorite de M. Spencer, et il faut le louer ici de n'être pas trop affirmatif. Mais il n'en est pas moins frappant de voir ce grand esprit, nourri du libéralisme économique le plus orthodoxe ou si l'on veut le plus britannique, émettre tout naturellement, en suivant la pente de son évolution à lui, des vues que Proudhon eût pu signer. Car rien n'y manque pour cela, pas même la triade hégélienne : thèse (propriété indivise des temps primitifs), antithèse (propriété individuelle d'à présent) et synthèse (propriété collective de l'avenir).

Quoi qu'il en soit de la justesse de ce pronostic, on voit par ce qui précède que la Révolution française, en hâtant le triomphe du socialisme relatif, de la centralisation niveleuse, a contribué à reculer en France l'avènement du socialisme absolu, du communisme, à peu près comme la réforme, par le libre examen partiel qu'elle a fondé, a préservé dans une certaine mesure les pays protestants de ce libre examen complet qu'on appelle aujourd'hui la libre pensée. Le poison à petites doses, ici et là, a servi d'antidote momentanée. Les faits le montrent avec évidence : de même que les pays protestants sont encore les moins atteints par la propagande anti-religieuse, celui de tous les pays latins qui est le moins agité par la question agraire, et même par celle du capital, c'est notre patrie. Si la Suède et les autres États scandinaves le sont moins encore, c'est qu'ils ont eu la bonne fortune de pouvoir arriver sans trouble à la diffusion démocratique de la propriété, « le seul préservatif efficace contre le socialisme révolutionnaire, » dit M. de Laveleye qui, on le voit, a fait du chemin depuis son livre sur les formes primitives de la propriété¹. Heureux peuples, admirablement administrés,

1. « Dans les États scandinaves, ajoute-t-il, l'*Internationale* s'est répandue d'autant moins que le régime agraire était plus démocratique, c'est-à-dire pas du tout en Norvège, peu en Suède et davantage en Danemark. » D'autre part, « l'exemple de la Suisse et de la Belgique prouve que rien n'est plus efficace que la liberté pour atténuer les dangers du socialisme. C'est dans ces deux pays que l'*Internationale* a tenu ses congrès. Rien n'y a entravé sa propagande... » En Belgique, notamment « dans ces dernières années, le socialisme ne paraît pas avoir gagné de terrain. Cependant la Belgique représente des conditions exceptionnellement favorables à son développement. Le nombre des ouvriers est très considérable, et, la population étant la plus dense de l'Europe, le salaire est moins élevé que dans les autres pays occidentaux. » Par malheur, même pour les petits États neutres tels que la Belgique elle-

d'après cet écrivain. « Le bien-être est réel et général. L'instruction est répandue dans toutes les classes. » Aussi les socialistes ont-ils là peu de succès, et ils écrivent dédaigneusement : « Il se montre de plus en plus que la Norvège est un champ très ingrat pour les tentatives d'amélioration du sort de l'humanité. » La Suisse et la Belgique, de même, et pour la même cause. L'Italie et l'Espagne, à la bonne heure, voilà des terrains de promesse, comme la Russie. En Italie, « chose exceptionnelle en Europe, sauf peut-être en Espagne, le socialisme envahit les campagnes. » Il s'y est formé « un prolétariat rural plus misérable que celui de l'industrie... Le danger deviendrait sérieux le jour où les idées de bouleversement seraient portées dans les régiments par les fils des campagnards. » — « A chaque instant éclatent, au nord comme au midi, de petites insurrections agraires, où le sang coule. En 1880, celle de Calatubiano, en Sicile, menaçait de s'étendre. » Le clergé s'y associe parfois ainsi que les autorités municipales. « A San Nicandio et à Lezina (dans la Pouille, même date) les maires poussent les paysans à se partager les terres. » Si telles sont les campagnes, que penser des villes ! Fondées d'abord par Mazzini, les sociétés ouvrières italiennes ont pullulé ensuite sous l'inspiration dominante ou exclusive de Bakounine, l'apôtre du nihilisme, de la *pandestruction*. En 1863, on en comptait 453 avec 141 608 membres, et en 1875, plus de 1 000 avec environ 200 000 affiliés. » En 12 ans leur importance a doublé, et grandit toujours : « On peut affirmer qu'il en existe dans presque toutes les villes. » Elles sont reliées entre elles, organisées et centralisées. Par bonheur, il manque à ce peuple révolutionné une capitale révolutionnaire.

Voyons l'Espagne. En 1873, l'Internationale y comptait 300 000 affiliés, tous ralliés à Bakounine et rêvant de rééditer avec amplification la Commune de Paris. « En Andalousie, dans l'Estramadure et dans la province de Badajoz, les paysans commençaient à opérer le partage des terres. » — « Le 12 juillet, éclate la grande insurrection de Carthagène. Des matelots et les soldats de marine fraternisent avec les socialistes. Les vaisseaux cuirassés tombent entre leurs mains. Le général Contreras se met à leur tête et bombarde la ville d'Almeria. Il se serait probablement emparé des autres ports de mer sans l'intervention des flottes étrangères. Cadix, Murcie, San Fernando, Valence, Salamanque adhèrent au mouvement cantonaliste. Il semble sur le point de triompher partout. Mais ces révolutionnaires qui proclamaient l'anarchie

même, ou pour les grands États protégés exceptionnellement par leur position géographique, tels que l'Angleterre ou les États-Unis, le libéralisme ou l'égalitarisme sont un équilibre assez instable, qui ne paraît pas devoir les garantir longtemps contre les menaces du socialisme d'État. On peut lire au sujet des dangers que court actuellement le parlementarisme belge un article intéressant de M. Cherbuliez, dans la *Revue des deux mondes*, du 1^{er} décembre 1883; et on n'apprend pas sans surprise qu'aux États-Unis, l'ouvrage de M. Henry George, concluant à la suppression de la propriété foncière, a eu le plus grand succès. (V. une étude de M. Charles Gide à ce sujet, *Journal des économistes*, mai 1883.)

devaient tomber par elle. » Quoique la répression ait été terrible, « la propagande socialiste a partout recommencé son travail souterrain, et elle a surtout recruté beaucoup d'adhérents dans les campagnes de l'Andalousie, parce que les griefs agraires y sont les mêmes qu'en Irlande. La découverte récente (février 1883) de la société secrète la *Mano negra* a fait connaître le but poursuivi par les anarchistes. On a relevé plus de 14 sentences de mort prononcées par le tribunal de la *Mano negra* et mises à exécution de la même manière que les assassinats agraires en Irlande. On prétend que dans l'Andalousie et dans les provinces limitrophes d'Estramadure, de Jaen et de Murcie, sans compter le reste de l'Espagne, il y a 130 fédérations avec 340 sections et 42 000 affiliés dans les campagnes. »

II

La question agraire n'est donc pas close; mais, on doit s'en apercevoir, c'est surtout dans les pays plus agricoles qu'industriels que la question sociale affecte cette forme un peu surannée. Partout ailleurs, le socialisme actuel se présente sous un vêtement nouveau, tout autrement caractéristique. La même cause, l'industrie, qui a soufflé sur la première apparence de ce Protée, l'a fait apparaître sous ce déguisement inattendu et plus redoutable. C'est le progrès industriel, depuis trois siècles au moins, qui a fait la puissance du capital; et, comme la formation des capitaux n'a longtemps servi qu'à acquérir des terres, c'est l'accroissement du capital qui a fait en France la multiplicité croissante et l'inégalité décroissante des propriétés. Or, quand presque tout le monde possède un champ pas trop inférieur à celui du voisin, presque personne ne se prend à rêver sérieusement le communisme immobilier. Mais le capital, en continuant à s'accroître, car il est indéfiniment extensible, à la différence du sol qui est limité et qui n'est pas indéfiniment défrichable, a produit de nos jours une inégalité urbaine de fortunes mobilières plus grande encore, mais, heureusement, moins apparente, moins blessante aux yeux, que l'inégalité rurale si fort amoindrie par lui. Comment atténuer à son tour cette nouvelle disproportion? Comment abattre la féodalité industrielle et financière qui surgit maintenant et que prédisait Fourier dès 1808? Les utopies des socialistes contemporains, dont M. de Laveleye nous raconte la biographie mouvementée, depuis les abstractions du ténébreux Karl Marx jusqu'aux déclamations du beau Lassalle, fatal au cœur des comtesses allemandes, sont des réponses à ce problème. Elles tendent toutes à ce qu'on pourrait appeler le communisme mobilier. En quoi du reste elles ne répondent pas à la question; car il s'agit d'égaliser les parts, non de supprimer le partage.

Je ne saurais concéder à M. de Laveleye que la prépondérance du capital, « le régime capitalistique » dans notre société actuelle explique

le succès du socialisme de notre temps. Je ne vois pas en quoi cette cause a pu envenimer, comme il nous l'assure, l'antagonisme des classes. Il me semble que la substitution du capital à la propriété territoriale, comme point de mire de l'ambition de tous, est avantageuse aux travailleurs qui peuvent bien plus aisément se faire un petit capital qu'ils ne pouvaient jadis acquérir un domaine. — Le travail, dit cet écrivain, était une propriété au temps des corporations, il est devenu une marchandise. Le beau malheur! En d'autres termes il s'est mobilisé et affranchi. — Non, pas plus ici que dans le monde organique, le changement survenu dans les conditions d'existence n'est une explication suffisante des nouveaux types apparus. Le socialisme est éclos d'idées nouvelles que les générations récentes se sont faites de leurs droits et qu'elles ont puisées dans les enseignements de théoriciens, échos eux-mêmes les uns des autres. — Il est certain, je l'avoue, qu'au moyen âge la lutte haineuse des ouvriers contre les patrons n'avait pas lieu de se produire dans ces petits ateliers où le maître et ses deux ou trois apprentis menaient une vie commune, appartenaient au même milieu social, et qu'à présent la grande industrie creuse un abîme sans cesse élargi entre l'existence luxueuse de l'entrepreneur et la vie misérable de ses employés. Mais les paysans du moyen âge étaient-ils moins séparés de leur seigneur à ce même point de vue, que les ouvriers modernes le sont de leurs chefs d'industrie? Si les idées d'égalité et de félicité terrestres ne se sont point propagées parmi les premiers comme parmi les seconds, c'est qu'elles étaient neutralisées par les espérances posthumes et célestes qu'elles auraient dans une certaine mesure contredites implicitement. D'ailleurs le précepte chrétien de la charité et l'esprit général du christianisme ont certainement provoqué l'éclosion des idées égalitaires, et nous devons maintenant louer M. de Laveleye de signaler cette influence. « N'est-il pas étrange que le socialisme se développe précisément dans les pays chrétiens? » Dans ses intéressants chapitres sur les *socialistes conservateurs*, sur les *socialistes évangéliques*, sur les *socialistes catholiques*, il nous montre non sans une évidente sympathie, la vitalité, la puissance numérique extraordinaire, et grandissante à chaque élection en Allemagne, du socialisme religieux qui, allié au socialisme démocratique pour résister au Kulturkampf, est parvenu à faire reculer le Chancelier de fer. Si, entre parenthèses, le clergé français s'avisait quelque jour, poussé à bout, de prêcher dans nos campagnes quelque évangile nouveau dans le goût du chanoine Döllinger ou de Mgr Von Ketteler, sinon de M. de Mun, la situation pourrait devenir grave. On a vu des choses plus invraisemblables.

L'activité de l'homme est à la merci de son idéal, et, pour s'expliquer ce qu'il désire, il faut demander ce qu'il croit. Qui le sait mieux que M. de Laveleye? L'illusion de tous les communistes de nos jours, phalanstériens ou autres, est de se persuader que, pour former et maintenir des communautés étroites, il suffit de mettre les intérêts d'ac-

cord ; ce sont les croyances qu'il faut d'abord accorder. Voilà pourquoi les seules cités communistes qui aient pu vivre, éparses dans l'Amérique du Nord, sont essentiellement bibliques, ainsi que les associations peut-être les plus florissantes de ce continent, par exemple l'association américaine des conducteurs de locomotives, qui compte 14 000 membres et où la bible est posée sur la table du conseil. Dans la mesure où sa foi chrétienne le lui permettait, ou le lui conseillait, le moyen âge a eu son socialisme à lui, la vie monastique. On sait de quel attrait contagieux elle subjuguait les cœurs. Des milliers d'hommes mettaient avec joie leurs forces et leurs biens en commun ; pourquoi ? Pour acquérir, à travers les prescriptions minutieuses de la règle, une plénitude de bonheur mystique et mal défini. C'est à l'image de ce grand modèle, le monastère, que se formaient ensuite — comme le remarque fort bien M. Masseron après Bonnemère dans son *Histoire des paysans*, — les associations agricoles de serfs, si fréquentes alors, et même les corporations industrielles, véritables confréries. Les communautés aux buts positifs n'ont été que la copie, pâle et affaiblie, des communautés aux buts transcendants. — Et maintenant, n'assistons-nous pas à un spectacle analogue ? Quand de vraies associations de personnes se sont formées dans les temps nouveaux, elles ont toujours été comme dans le passé, des *conspirations* d'âmes et de volontés et non pas seulement des collaborations matérielles ; elles ont toujours eu soit, comme nous venons de le dire plus haut, une foi religieuse commune, soit un grand but patriotique ou politique à réaliser, un programme vague et vaste à appliquer, quelque chose d'inaccessible à atteindre : le jacobinisme, le carbonarisme, le saint-simonisme, le nihilisme, etc. Toutes les sociétés qui naissent sans afficher de telles prétentions, ou les dissimulent, ou ne vivent pas. Je parle, bien entendu, des sociétés d'hommes, simples cercles même ou sociétés savantes parfois, non des sociétés de capitaux ; et cependant, que de sociétés anonymes même et précisément les plus florissantes, sont suspectes à bon droit d'arrière-pensée politique ! Le succès inouï de l'Internationale lui vient de la déviation de son but primitif apparent qui paraissait beaucoup moins ambitieux. On dit bien que les *trades-unions* anglaises ne font pas de politique ; libre à qui voudra de le croire ; mais la vérité est qu'à cette immense confrérie d'ouvriers les patrons en ont opposé une toute semblable le Lock-out, que ces deux géants dont le second a fini par triompher momentanément se sont longtemps battus à grands coups de grèves (V. M. Masseron), et qu'à ces colossales batailles rangées on ne saurait refuser le nom de guerre sociale. Eclairés par de tels précédents nous pouvons prédire à M. Masseron le sort probable de ces associations en participation des ouvriers aux bénéfices des patrons, dont il nous vante les bienfaits futurs et les rares exemples actuels, assez encourageants en apparence. Je laisse de côté l'objection capitale : si les ouvriers participent aux bénéfices, il faudra bien aussi qu'ils participent aux pertes. Supposons ce terrible écueil écarté. De deux choses l'une : ou une foi

politique intense sera commune aux ouvriers et aux patrons, comme la foi religieuse l'était à tous les membres des corporations de l'ancien régime, ou ils seront divisés entre eux à cet égard. Dans ce second cas, aussi réunis qu'ils puissent être par l'intérêt, ces sociétés seront peu viables et encore moins prolifiques. Dans le premier cas, elles deviendront des forces politiques redoutables.

Voilà le danger sur lequel un publiciste, voire même un ministre, longuement cité par M. Masseron, n'a pas le droit de s'aveugler. Encore ne faudrait-il pas trop s'alarmer, car, après tout, la comparaison que je viens de faire ci-dessus est assez rassurante. Le socialisme, sous sa forme contemporaine, est en somme une maladie bien plus localisée, bien moins envahissante que ne l'était jadis le communisme monastique et notamment franciscain. Et, certes, le milieu chrétien était pour ce germe-là tout autrement favorable que ne l'est la civilisation moderne pour l'idée nihiliste ou collectiviste. Pourtant le monachisme est loin d'avoir jamais été tout le christianisme. Il règne d'ailleurs dans l'ouvrage de M. Masseron comme dans celui de M. de Laveleye un louable et généreux sentiment de sympathie pour le sort des classes souffrantes. Je me permettrai seulement de remarquer que, en général, c'est à partir du jour où l'ouvrier s'est fait craindre, qu'il s'est fait plaindre. On s'apitoie beaucoup moins sur le paysan, parce qu'il est beaucoup moins redoutable. Je ferai observer aussi que la souffrance du premier pourrait bien être, jusqu'à un certain point, en raison inverse de son malheur, ce qui ne veut pas dire qu'elle soit moins réelle pour cela. L'espérance de devenir seigneur était fermée aux serfs du XII^e siècle encore plus que l'espérance de devenir millionnaire n'est interdite à la plupart des ouvriers de notre temps. Mais les premiers n'espéraient pas, les seconds désespèrent; la différence est grande. « Le mot de Lassalle, dit M. de Laveleye, était profondément vrai (en 1863) : tandis que l'ouvrier anglais et l'ouvrier français ne rêvaient que réformes, il fallait d'abord démontrer à l'ouvrier allemand qu'il était malheureux, » précisément parce qu'il était le plus misérable des trois. On ne manquera pas de dire : Le beau service que les socialistes ont rendu à l'ouvrier en lui donnant conscience de son malheur ! Toutefois, ce n'est peut-être pas la première fois que la douleur aura été déliivrante; et le *non espoir* indolent de l'ouvrier, devenu *désespoir* grâce au bien-être relatif, ne rappelle-t-il pas aux philosophes l'ignorance inconsciente, l'ignorance ignorée, de l'illettré, devenue, grâce à la science relative, l'ignorance sentie du savant, sans laquelle les sciences n'avanceraient pas ? Beaucoup de maux doivent sortir de là; mais, après tout, l'envie haineuse des prolétaires ébranle encore moins d'institutions que la curiosité impie des philosophes n'en a renversé !

III

Mais entrons enfin, pour conclure, au cœur de la question qui nous

occupe. Le socialisme est l'expression confuse de deux vœux contradictoires en partie, surtout suivant l'idée qu'on s'en fait d'ordinaire, et en tout cas différents d'origine, à savoir, répétons-le, le vœu d'égalisation parfaite et le vœu d'organisation sociale consommée. Toute organisation ne suppose-t-elle pas une hiérarchie, et n'est-il pas clair, en tous cas, que le maximum d'égalité, ajoutons le maximum de liberté, ne saurait être atteint en même temps que le maximum du pouvoir de l'État? Aussi n'est-il pas vrai que ces deux désirs émanent simultanément des mêmes classes. Le progrès de l'égalité est voulu par les masses populaires; le progrès de l'autorité par les gouvernants, quels qu'ils soient. Quand le besoin de ce dernier grâce à la presse, se propage dans le peuple, c'est que le peuple est roi, et le besoin du premier diminue d'autant... Séparons donc nettement deux éléments si distincts.

Parlons du premier d'abord. — Rêver la suppression de la propriété, comme les communistes, la suppression de la richesse et du luxe, comme les socialistes anciens, la suppression du capital, comme Karl Marx, la suppression de la souveraineté politique, comme Proudhon l'anarchiste, et rêver tout cela pour complaire aux appétits démocratiques, c'est étrangement méconnaître ceux-ci. L'envie, ou, si l'on veut, l'émulation démocratique, *le besoin d'imitation du luxe, du pouvoir, de la propriété d'autrui*, éprouvé par la foule, est la passion qu'il s'agit de satisfaire, et qui, du reste, se satisfait de plus en plus depuis plusieurs siècles déjà dans notre monde moderne, comme jadis en Grèce et ailleurs. Mais ici une distinction nécessaire se présente. Quand l'émulation en question a pour objet des articles industriels susceptibles de se multiplier indéfiniment par l'emploi de procédés de moins en moins coûteux, il suffit d'inventer de nouvelles machines pour l'apaiser, je veux dire pour le développer en surface, ce qui s'appelle le satisfaire. On voit ainsi qu'après avoir beaucoup crié contre les trois ou quatre chemises d'une reine, le peuple finit par en acheter des douzaines de plus belles, et il faut lire dans l'*Histoire du luxe* de M. Baudrillard par exemple, avec quelle rapidité, dans le passé même, à diverses reprises séculaires entrecoupées de longs arrêts ou de longues rétrogradations, en un mot à chaque éclaircie de prospérité entre deux désastres, les vêtements de soie, les meubles élégants, les appartements commodes, toutes les formes connues du luxe de quelques princes, puis de quelques centaines de grands seigneurs et d'un grand nombre de petits seigneurs, sont devenus d'un usage vulgaire. Sous Henri II, une loi somptuaire, entre autres, interdit à *tous paysans, gens de labour et valets, s'ils ne sont aux princes, de porter pour-poincts de soye ne chausses bondées, ne bouffées de soye*. Tels sont les besoins d'élégance des laboureurs eux-mêmes à la veille des guerres de religion qui vont les écraser. — De même pour le capital. Par le moyen de l'épargne sous ses mille formes, le capital va se vulgarisant de plus en plus, sans rencontrer le moindre obstacle.

Quand l'objet de l'envie universelle, du penchant universel à l'imitation, est limité par sa nature même, à savoir la propriété territoriale, l'invention des machines n'a rien à faire ici. Toutefois le désir populaire parvient à se satisfaire dans la mesure du possible soit par la découverte de nouvelles terres à coloniser, ou de meilleurs procédés de culture, soit par le défrichement de terres incultes, et, avant tout, par le morcellement graduel des propriétés, solution nullement socialiste et fort goûtée de nos paysans.

Quant à la puissance politique, proie d'un autre genre et convoitée par la foule longtemps après les deux précédentes, mais au fond de la *même manière et en vertu du même principe*, elle n'est ni limitée strictement comme la terre, ni peut-être indéfiniment extensible comme un produit de l'industrie. Aussi, en même temps qu'elle va se morcelant de plus en plus, comme la terre, grâce au suffrage de moins en moins restreint et devenu presque universel, elle va augmentant sans cesse comme la production industrielle, en étendue et en profondeur. Car la somme totale d'autorité *effective*, je ne dis pas nominale, actuellement répartie entre des millions d'électeurs ou des milliers d'élus, est bien supérieure à celle qui se concentrait au XVII^e siècle sur la tête de Louis XIV lui-même. Non-seulement ses troupes étaient bien moins nombreuses et bien moins reliées entre elles faute de moyen de transport, ses fonctionnaires bien moins nombreux et en rapports moins incessants avec leurs chefs, ses revenus beaucoup plus minces et représentant même une fraction plus faible du revenu total de la nation; mais encore disposant ainsi de moindres moyens d'action, si on le compare à l'ensemble de nos gouvernants, il avait à vaincre des résistances bien autrement énergiques, à compter avec des corps tels que la noblesse, le clergé, l'Université, les corporations, les jésuites, et avant tout avec des dogmes, des mœurs, des traditions séculaires, sources de sa force et plus fortes que lui. Si l'idée de toucher à cela, comme nous le verrons plus loin, a pu lui venir, il a dû y renoncer. Mais eût-il jamais songé, par exemple, à imposer un programme de baccalauréat tant soit peu contraire à l'esprit universitaire d'alors? à s'emparer de l'éducation nationale?

Or, c'est seulement, on le sait, par une organisation politique croissante de la société, par la centralisation administrative, que peut s'opérer et s'opère en effet cet accroissement incessant du pouvoir souverain, tandis qu'il n'est pas encore prouvé (je ne préjuge pas l'avenir) que l'organisation du travail industriel par l'État seul chef d'industrie, ou l'organisation du travail agricole par l'État propriétaire unique, soient le meilleur moyen d'accroître pour le plus grand bien de tous la masse des produits et des subsistances. D'où il suit que le désir imitatif de s'enrichir et d'avoir des terres a bien pu prendre, très sincèrement, pour masque une certaine soif de justice et d'égalité (propagée elle-même par imitation), mais que, lorsque le progrès de la richesse et de la division du sol a permis à la majorité d'aspirer à la souverai-

neté (par imitation encore), et de la saisir, le même masque n'a pu servir à dissimuler ce nouvel aspect d'un besoin fondamental, pourtant toujours le même, à savoir le besoin de s'étendre à l'exemple d'autrui, fût-ce aux dépens d'autrui. Le peuple, héritier du roi, s'est donc vu forcé, au risque de se contredire, de reprendre et de pousser à bout, pour son compte, le rêve royal de centralisation politique. Je veux dire pour le compte de ses représentants. Malgré le suffrage universel, en effet, il y a et il y aura toujours un groupe restreint de gouvernants de fait, dont les intérêts ne s'accorderont pas avec les intérêts, sinon avec les opinions inspirées par eux, de la masse des gouvernés. On aura beau faire élire les officiers d'un régiment par les soldats, ce ne seront jamais des soldats qu'on verra spontanément souhaiter avec ardeur l'extension et le resserrement de la discipline militaire. Les chefs seuls éprouveront, mais ils éprouveront inévitablement toujours, ce vœu ardent; et, s'ils ne sont pas assez sûrs de leur réélection pour l'imposer de force, ils tâcheront de le propager par persuasion. De là surtout la marche en avant de tous les États dans la voie d'une réglementation chaque jour plus uniforme, plus profonde et plus étendue, ce qu'on a nommé avec raison le socialisme d'État.

Si l'on cherche, en France, par exemple, les sources du besoin d'égalité ou, pour mieux dire, de similitude, dont nous connaissons la signification parce qu'elle précède, il faudra citer les écrivains qui se sont faits les organes des véritables aspirations populaires, Rousseau surtout, ainsi que force prédicateurs anonymes qui, pas plus que lui, n'ont jamais été au pouvoir. Mais, si l'on veut remonter aux origines du besoin de centralisation, il conviendra de nommer Louis XI, Henri IV, Richelieu, Colbert, Louis XIV, Napoléon, tout ce qu'il y a eu de grands ambitieux sur le trône ou auprès du trône. — Il y a là deux courants historiques bien distincts dont le socialisme contemporain est le confluent.

Mais ils ne parviennent pas à se confondre, et on les distingue aisément à leur couleur. Parmi les socialistes qui sont logiques jusqu'au bout, et qui, par suite, d'après la définition donnée, ne méritent pas à proprement parler le nom de socialistes, les uns, niveleurs libéraux ou niveleurs subversifs, tels qu'Owen, Bakounine ou Proudhon, sacrifient le pouvoir à l'égalité; les autres, organisateurs autoritaires, tels que Saint-Simon, Fourier et A. Comte, fondent leurs systèmes sur la hiérarchie en tout et pour tout. La plupart, il est vrai, font de l'éclectisme sans le savoir et combinent éloquemment le oui et le non, tels que Louis Blanc, mais à doses inégales. Plus épris du rêve égalitaire, en général, les socialistes français font entendre la vraie voix du peuple. Les socialistes allemands, sciemment ou à leur insu, nous racontent dans leurs utopies des songes de despotes. Je ne m'étonne pas que M. de Bismarck soit socialiste en ce dernier sens, qu'il ait été l'ami de Lassalle, lui ait décerné à la tribune un éloge mérité, et que « maintenant encore, dit M. de Laveleye, il semble partager la foi du célèbre agita-

teur dans les sociétés coopératives dotées par l'État. » Je m'étonne plutôt de ne pas voir nos démocrates autoritaires rendre à leurs précurseurs de la monarchie un juste tribut d'hommage. Dans l'histoire de Colbert, par M. Pierre Clément, par exemple, ils liront avec plaisir une note adressée par ce grand ministre à Louis XIV, et où il lui propose d'abolir la vénalité des charges judiciaires (condition alors de l'indépendance des juges), parce que, entre autres avantages, « toute la considération et le crédit des gens de robe seront entièrement renversés par ce seul coup » et que « les marchands seront bien plus considérés dans ce royaume. » Ils y liront encore que, en 1666, « il fut question de reculer l'ordination des prêtres à 27 ans, les vœux des religieuses à 20 ans et ceux des religieux à 25 », le tout, comme l'explique Colbert, « pour rendre les vœux de religion plus difficiles » dans l'intérêt de la population et de l'industrie. *Ce projet sur les vœux*, combattu par la cabale des dévots, échoua d'ailleurs ainsi qu'un projet de vente des biens ecclésiastiques par suite de la résistance de Rome, quoiqu'il eût déjà été formulé en un édit très révolutionnaire, que d'Ormesson dit avoir vu et où les religieux étaient traités de gens oisifs et inutiles à l'État. Bien malgré lui, le jeune monarque se borna à supprimer 17 fêtes chômées, à restreindre la création de nouveaux couvents et l'abus des pèlerinages. Ah ! si les chemins de fer eussent existé, avec quel empressement il eût décrété leur rachat sauf à rapporter ensuite son décret, faute d'argent ! — Tout ce que j'ai voulu dire, c'est que certaines mesures, pour être ou paraître démocratiques par accident, comme dirait un scolastique, n'en sont pas moins essentiellement autocratiques ou gouvernementales, comme on voudra. — Or, des deux branches du socialisme, voilà bien celle qui, chez nous et hors de chez nous, est en voie de triompher. Et c'est justice ; car de tous les socialistes vrais, les socialistes d'État, et, à un moindre degré, les socialistes de la chaire, leurs théoriciens incomplets et timides, sont les moins inconséquents, ou plutôt ils sont parvenus à éviter entièrement la contradiction qu'implique d'ordinaire le socialisme. L'égalité qu'ils rêvent ou opèrent, ils la veulent avec raison pour renforcer leur pouvoir, fondé, comme tout pouvoir l'est au fond, sur l'adhésion du plus grand nombre et la satisfaction de ses besoins (besoin d'égalité temporairement compris,) en attendant qu'ils aient substitué à une inégalité qui les gêne, féodalité territoriale ou féodalité financière, une autre inégalité selon leur cœur, féodalité électorale par exemple. Cette dernière peut être prédite dès maintenant avec bien plus d'assurance que ne pouvait l'être l'ère des grands vassaux financiers par la sagacité de Fourier, au commencement de ce siècle.

IV

Ces centralisateurs à outrance seront-ils acculés à la nécessité d'en venir un jour, d'étape en étape, jusqu'à exproprier le sol et organiser

le travail? C'est très possible, et je ne vois nulle raison de le nier absolument. Par une inconséquence qui me surprend, M. Spencer, après avoir jugé vraisemblable et même désirable l'expropriation de la terre et sa régie collective, repousse la perspective et refuse d'admettre la possibilité d'une organisation générale de la production industrielle par l'État. Ceci pourtant souffre bien moins de difficultés que cela, car l'homme tient plus à son champ qu'à son usine. D'autre part ceci peut devenir plus nécessaire que cela. On conçoit fort bien que sans expropriation du sol et par de simples associations de propriétaires constitués en syndicats, les avantages indéniables, incalculables, de la culture en grand soient obtenus, conformément, par exemple, aux belles perspectives qu'ouvre le système du comptoir communal d'après M. Masseron. Mais, quant à la production industrielle en grand, il est évident qu'une association de petits industriels, conservant chacun son industrie propre (je ne dis pas de petits capitalistes conservant chacun son capital) ne saurait la constituer, et que ce progrès immense exigera en se poursuivant, comme il exige déjà à ses débuts, l'engloutissement volontaire ou forcé des ateliers nains dans l'atelier géant. L'inconséquence de l'illustre philosophe s'explique par son éternelle antithèse de l'industrialisme et du militarisme. Toute autorité, toute règle imposée vient, suivant lui, de la guerre et de l'organisation militaire; toute liberté vient du travail et du régime industriel. Il lui paraît donc contradictoire d'admettre comme couronnement de celui-ci, une réglementation générale de l'industrie; et il cite (p. 348 de la trad. franç. du dernier volume de sa *Sociologie*) le rêve socialiste de l'organisation du travail chez des Français, tels que Auguste Comte, et chez des Allemands, tels que Karl Marx, comme un exemple de l'empire exercé sur les esprits les plus indépendants par les préjugés de leur milieu, ici par les préjugés d'un milieu militaire. Je ne sais, soit dit en passant, si par ses préférences tout anglaises pour l'économie politique orthodoxe, et par bien d'autres traits, peut-être même par ses vues sur la propriété où perce quelque mauvaise humeur contre l'aristocratie de sa patrie, accapareuse du sol, il ne prêterait pas lui-même le flanc à quelque reproche du même genre. Il prétend que la solidarité, la coopération qui unit entre eux les membres d'une société, s'opère nécessairement d'une façon *consciente et coercitive*, quand il s'agit de leur organisation militaire ou politique, mais *se développe inconsciemment et sans nulle contrainte* s'il s'agit de leurs rapports économiques. Or, en fait, le contraire s'est vu parfois. A l'époque féodale, où des fédérations spontanées précédaient et préparaient les grandes monarchies, on a vu l'organisation politique, si c'en était une, se présenter sous une forme que M. Spencer n'eût point manqué d'appeler inconsciente; et, à l'inverse, c'est avec pleine conscience, sinon par force, c'est suivant des plans très personnels, que la grande industrie ou le grand commerce (le Creusot notamment et les magasins du Louvre) se développent aux dépens des échoppes et des boutiques. En-

tre la monarchie française qui se forme par les empiètements successifs du seigneur de l'Île de France sur ses voisins, et la métallurgie française qui progresse par les agrandissements successifs d'un maître de forges ambitieux finissant par éteindre tous les autres fournaux dans un rayon sans cesse élargi, je vois analogie et parallélisme, non contraste et opposition.

La vérité est que l'homme aspire à régler consciemment et personnellement tout ce qu'il parvient à embrasser d'un clair regard dans les faits sociaux. A chaque ordre de faits jusque-là inaperçus que son esprit aperçoit enfin, il rêve d'appliquer un plan de réorganisation systématique, qu'il s'agisse de faits économiques ou politiques, n'importe. Les faits politiques et aussi bien les faits religieux, étant plus extérieurs et plus palpables, leur perception a été bien plus prompte, et, par suite, plus ancien le besoin de les coordonner. De là leur degré plus avancé d'organisation. Rien de mieux organisé dans une nation que l'administration, si ce n'est le clergé. Mais, à mesure que les faits économiques, plus intimes et plus obscurs, se laissent pénétrer eux-mêmes et saisir par une subtilité d'esprit mieux aiguisée, par une capacité d'esprit plus vaste, on se préoccupe irrésistiblement de les discipliner aussi. L'impossibilité démontrée par expérience de les régir et de les unifier davantage sans désastre sera la seule limite où s'arrêtera leur réglementation croissante. Dès que la statistique, par exemple, sera assez avancée pour nous renseigner journellement sur l'étendue exacte du besoin public, correspondant à chaque produit déterminé, on éprouvera le besoin d'obtenir d'emblée et directement par des commandes de l'État basées sur ces calculs cette proportion des produits et des besoins qui s'obtient aujourd'hui à tâtons, non sans des oscillations coûteuses et pénibles. Il faudra donc de nouveaux règlements. Non seulement il est très certain, comme le dit M. de Laveleye, citant M. Minghetti, socialiste de la chaire, « que toute grande période économique s'appuie sur un système juridique correspondant » et antérieur, notre prospérité industrielle, européenne et moderne, par exemple, du moins jusqu'ici, sur la liberté individuelle, la propriété quiritaire, le droit contractuel, l'hérédité et autres institutions juridiques de source romaine ; mais encore il est visible que tout progrès de l'industrie, toute branche nouvelle poussée à l'arbre de la production appelle une extension ou un remaniement de la législation. Les économistes orthodoxes ferment les yeux au jour quand ils nient l'utilité et la nécessité de cette pénétration graduelle du droit dans l'intimité de la vie sociale. Ce besoin de légiférer sur tout ce qui offre prise à la loi, de transformer le plus possible en droits, facultés artificielles dont l'essence même est, par définition, de ne jamais se contredire, les intérêts, forces naturelles en conflits si fréquents, est un besoin socialiste peut-être, mais social au suprême degré.

On me dira : « nous ne nions pas que la grande culture et la grande industrie soient destinées à aller s'agrandissant encore, ni que cela soit

un bien; mais nous nions que ce progrès puisse et doive être accompli par l'État. » Distinction vaine, au fond. Aux XI^e et XII^e siècles, quand chaque comte ou baron qui avait de quoi équiper une troupe de quelques archers se faisait chef d'armée, on aurait pu dire, avec une apparence de raison, que l'organisation militaire était chose essentiellement privée, du ressort exclusif de l'initiative individuelle, et que cet éparpillement de la puissance militaire du pays, stimulant nécessaire du courage et de l'émulation belliqueuse, devait durer indéfiniment. Cependant cet état incohérent a cessé. Comment? Par deux étapes d'un même progrès. D'abord, beaucoup de milices seigneuriales ont été détruites et dévorées par d'autres qui, survivantes chaque jour plus rares, se grossissaient, se disciplinaient, se fortifiaient sans cesse. Puis, au milieu d'elles, l'armée permanente du roi, qui a commencé par être une milice seigneuriale comme une autre, n'a cessé de grandir plus vite, jusqu'à ce qu'elle se soit annexé ou ait exterminé toutes les autres.

Eh bien! ce qu'était notre situation militaire entre la première et la seconde de ces deux étapes, il me semble que notre situation industrielle, sinon agricole, l'est aujourd'hui. Parmi les grandes usines et les magasins qui sont les grands fiefs du temps présent, les chantiers de l'État, les marchés de l'État, ne commencent-ils pas à jouer le rôle de l'armée permanente sous Charles VII ou Louis XI? L'État manufacturier, usinier, commerçant, a bien l'air encore d'être un industriel ou un négociant comme un autre. Mais prenons-y garde, il est de force à étouffer un jour toute industrie et tout commerce, aussi bien que l'État instituteur a tué toute école sous son ombre de manencillier, et de la même manière que l'État guerrier a fini par englober toutes les guerres et toutes les armées des particuliers dans ses grandes guerres à lui, et ses grandes armées.

Sera-ce un bien? A divers points de vue, oui. Mais non sans d'énormes désavantages. En premier lieu, il y aura incontestablement une importante économie de frais. Dans les temps tout à fait barbares, chaque homme ne sort qu'armé; plus tard, le rempart de la cité, sorte d'armure collective, dispense habituellement les citoyens de porter chacun la sienne; enfin les villes elles-mêmes trouvent leurs remparts gênants, et toutes celles du centre s'en dépouillent à la condition de s'abriter collectivement derrière un rempart national de villes frontalières merveilleusement fortifiées. C'est, en partie, parce qu'on a trouvé à ces changements un avantage de commodité, que ce double progrès s'est accompli. — On devine l'analogie. Quand les étoffes, les meubles, les denrées contenus naguère dans mille boutiques, s'entassent dans un magasin qui les supplante, leur surveillance, leur vente, leur logement collectifs sont plus commodes et moins coûteux que ne l'étaient leur garde, leur débit, leur abri particuliers.

En second lieu, avantageux ou non, cet agrandissement centralisateur peut devenir obligatoire. Déjà M. Masseron est trop fondé à écrire : « Un meilleur arrangement dans le travail est désirable. La

justice et l'humanité le réclament; la concurrence vitale entre les nations en fait presque une question de salut. » Et il le prouve en montrant, statistique en main, le mal que fait à notre industrie la concurrence de l'étranger (dans l'industrie sucrière, par exemple, qui, en décadence chez nous, a augmenté en quelques années sa production de 285 pour 100 chez les Allemands). — Or, je ne sais l'intérêt que les socialistes révolutionnaires croient avoir à combattre l'idée de patrie, si ce n'est à tomber dans une contradiction de plus en exaltant simultanément l'idée de l'État. Mais il me semble que, dût-il se refroidir tout à fait sous sa forme militaire et politique connue, le sentiment patriotique serait inévitablement appelé, dans l'avenir qu'ils rêvent, à se ranimer avec intensité sous une forme imprévue, toute industrielle et commerciale. C'est le besoin de la défense commune contre l'étranger qui a forcé, bon gré, mal gré, d'adopter le système des armées nationales et des batailles rangées. A l'époque homérique où les combats étaient un rassemblement confus de duels simultanés, où les armées indisciplinées quoique admirablement courageuses, se battaient sans nul plan d'ensemble, il est probable que, si quelque capitaine clairvoyant eût énoncé la possibilité et l'utilité de se battre en lignes rangées et serrées, conformément à un dessein supérieur auquel se subordonneraient tous les élans les plus héroïques des soldats, on n'eût pas manqué de rire de lui. Est-ce que l'autonomie des combattants, leur libre initiative, n'était pas la condition même de leur valeur? Est-ce que de cette liberté précieuse, de cet individualisme belliqueux, ne naissait pas toute émulation généreuse, toute force, toute victoire? Ces raisons ont dû être données; elle avaient du bon et elles n'ont pas prévalu. — Qui sait si des raisons au fond semblables qu'on oppose à l'idée d'une réglementation suprême de la production nationale en vue de la bataille économique des nations, qui aboutira fatalement, soit dit en passant, à la conquête universelle par l'une d'elles, ne sont pas condamnées à être emportées dans l'avenir par des nécessités impérieuses et toutes-puissantes? Et ne voit-on pas combien il sera facile à l'État, une fois maître de l'industrie des transports, de faire la loi à toutes les autres?

Je viens de toucher en passant à la capitale objection qui paraît décisive contre le socialisme. En diminuant beaucoup (je ne vais pas jusqu'à dire : en supprimant) le mobile de l'intérêt individuel, le collectivisme, dit-on, attiédira l'ardeur au travail. Les socialistes d'ordinaire nient cela; pleins des préjugés d'un siècle fiévreux, qui se fait gloire de sa fièvre, ils croiraient se perdre d'honneur en avouant qu'ils rêvent le calme et le repos, fût-ce le repos dans la lumière et le calme de l'amour heureux. Le fait qu'on leur prédit est certain pourtant, il est surabondamment démontré par l'exemple de toutes les communautés socialistes que l'histoire a vues, que la terre voit encore; par toutes les Icaries de l'Amérique du nord, où règne une placidité parfaite, qui paraît un peu morne au voyageur; par tous les couvents, où l'âme s'endort délicieusement, non sans fruit toujours, ni paresseusement, au

branle d'une vie réglée, monotone et paisible ; par les anciennes associations de serfs, et par ce qui en reste en Serbie et en Croatie, où, dit M. de Laveleye, qui a visité ces campagnes, « en voyant tout le groupe associé, hommes et femmes, travailler en commun dans les champs ou préparer le chanvre et la laine de leurs vêtements, le soir, à la veillée, aux sons de la *guzla* accompagnant le chant du *romancero* serbe, on se croit transporté parmi les bucoliques de l'âge d'or. » Certes, je ne me persuade pas voir dans ce tableau une image prophétique de l'avenir. Mais, si c'est une illusion de se figurer l'idéal futur à réaliser comme une idylle primitive à reproduire, c'est une erreur bien plus profonde encore de concevoir l'apogée du progrès social comme une exacerbation suraiguë du désir humain déchainé en une consommation dévorante et servi par une production effrénée. Après s'être multipliés, remarquons-le, jusqu'à un certain âge de la vie, les besoins s'arrêtent ou se simplifient, pendant que l'homme progresse toujours et que l'esprit allégé commence à révéler, grâce à la monotonie féconde d'une vie périodique et modérément active ou si l'on veut machinale, ce qu'il a de plus personnel et de meilleur. C'est ainsi que la rigueur du rythme étroit seconde en la domptant et déploie l'imagination du poète. Le jour enfin ne viendra-t-il pas où, à cet égard comme à tant d'autres, le progrès de l'humanité imitera celui de l'homme individuel ? où ce ne sera pas de besoins toujours nouveaux que l'homme aura besoin, mais bien d'une foi nouvelle et plus forte, d'une sécurité plus grande en face de la vie ou en face de la mort ?

Pour revenir à M. Spencer, il me paraît clair que sa fameuse et profonde formule de l'évolution devrait le conduire logiquement, non à l'idéal individualiste et ultra-libéral qui lui est cher, mais à un idéal presque opposé, qu'un socialiste ne désavouerait pas. Au milieu de populations urbaines plus denses encore qu'aujourd'hui, et surtout rendues bien plus compactes encore par le ciment d'une confiance mutuelle et d'une foi unanime en la science consommée, qu'on suppose un émondage graduel des besoins grossiers et un amoindrissement continu du travail, mais en même temps une utilisation et une subdivision chaque jour plus complètes du désir subsistant et de l'activité retenue : ne serait-ce pas là l'application stricte de la formule spencérienne suivant laquelle, comme on sait, toute évolution consiste en un gain de matière accompagnée d'une perte de mouvement, ainsi qu'en une intégration et une différenciation progressives de la matière acquise et pareillement du mouvement retenu ? Cette antithèse de la matière gagnée et du mouvement simultanément perdu est incontestable à mon sens si, quand il s'agit de faits proprement psychologiques et sociaux, et non des faits vitaux et moléculaires qui leur servent de support, on la ramène à une autre opposition plusieurs fois indiquée par nous dans cette *Revue*, celle de la somme de foi qui monte à mesure que s'abaisse la somme de désir ¹.

1. Si donc l'évolutionnisme en général est, dans une certaine mesure, un

Mais laissons ce rapprochement dont la justification nous entraînerait trop loin. Ce que je tiens à dire en finissant, c'est que, comme on le voit par les développements précédents, l'organisation socialiste, si elle doit se faire, dans un avenir d'ailleurs éloigné, et dans une mesure incomplète toujours, se fera par force et non par choix, par l'usurpation applaudie de l'État et non par l'attrait libre de l'association coopérative ou autre, encore moins par la valeur logique des écrits de nos socialistes. Il faut se pénétrer de cette vérité, que si, de plus en plus, tout se fait sciemment et volontairement dans le monde social, de plus en plus aussi la science et la volonté d'autrui, soit celle des morts, soit celle des contemporains, enveloppent, subjuguent notre petit savoir et notre petit vouloir individuel. — Ce qui n'empêche pas l'uniformité sociale consolidée de la sorte d'avoir pour unique raison d'être l'originalité propre de l'individu, qu'elle transfigure en l'écrasant; car l'ordre n'est jamais qu'un moyen; son but, apparent ou caché, c'est toujours la différence universelle, commencement et fin de tout, qui du pittoresque initial et inné des éléments passe lentement, à travers tous les engrenages des lois physiques, organiques ou sociales, à la perpétuelle nouveauté des états psychologiques déployés par l'extrême civilisation, pittoresque final et artificiel qui n'en est pas moins l'expression et la révélation du fond des choses.

G. TARDE.

terrain favorable à la lutte contre le parti de la Révolution sociale, c'est à tort qu'on s'appuie parfois de préférence sur l'évolutionnisme proprement spencérien pour résister au socialisme; et c'est avec grande raison que certains socialistes pénétrants revendiquent Spencer malgré lui. — Pendant que je corrige les épreuves de cet article, je reçois de Catane un important ouvrage sur le socialisme (*Il socialismo*, del Dr Napoleone Colajanni) dont un chapitre est intitulé : *l'ideale di Spencer è socialistico*. — Nous aurons peut-être occasion de revenir plus tard sur ce livre.